

Les priorités du Comité populaire

Le jeudi 1^{er} décembre 2011, les membres du Comité populaire étaient réunis au 780, rue Sainte-Claire pour l'assemblée générale annuelle de l'organisme. Entre autres sujets à l'ordre du jour : le dossier du développement de l'îlot Irving. L'assemblée a réitéré, à la majorité, l'appui au projet de coopérative La face cachée et a décidé de mener une campagne autonome et nuancée pour le oui au référendum.

Importantes pour une foule de raisons légales, les assemblées générales sont avant tout un moment fort de notre vie démocratique. C'est notamment l'occasion d'adopter les priorités de l'année et d'intégrer les suggestions des membres au plan d'action (c'est ainsi que nous avons pu constater qu'outre l'aménagement des rues, l'entretien des trottoirs inquiète les gens).

L'an prochain, les priorités du Comité populaire seront de travailler à des réalisations concrètes dans le quartier (coopérative La face cachée, réaménagement des rues, etc.), de produire et diffuser une nouvelle monographie sur Saint-Jean-Baptiste et de maintenir la mobilisation avec nos réseaux régionaux et nationaux contre les orientations budgétaires du gouvernement du Québec.



Le dossier du développement de l'îlot Irving a mené à des débats animés, et respectueux, pour une deuxième année consécutive.
Photo : Nicolas Lefebvre Legault

Internet sans fil gratuit dans Saint-Jean-Baptiste

Par Agathe Légaré

Si vous flânez dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, vous avez peut-être remarqué, à travers la vitrine d'un bistro ou d'un restaurant, des jeunes attablés qui s'escrimaient sur un ordinateur portable tout en sirotant un café ou en sifflant une bière.

Le local qui vous a intrigué est tout simplement Wi-Fi, c'est-à-dire connecté à un réseau Internet sans fil par une borne installée par ZAP Québec, un organisme sans but lucratif. Le sigle de ZAP Québec est d'ailleurs affiché près de la porte d'entrée des commerces qui en sont membres.

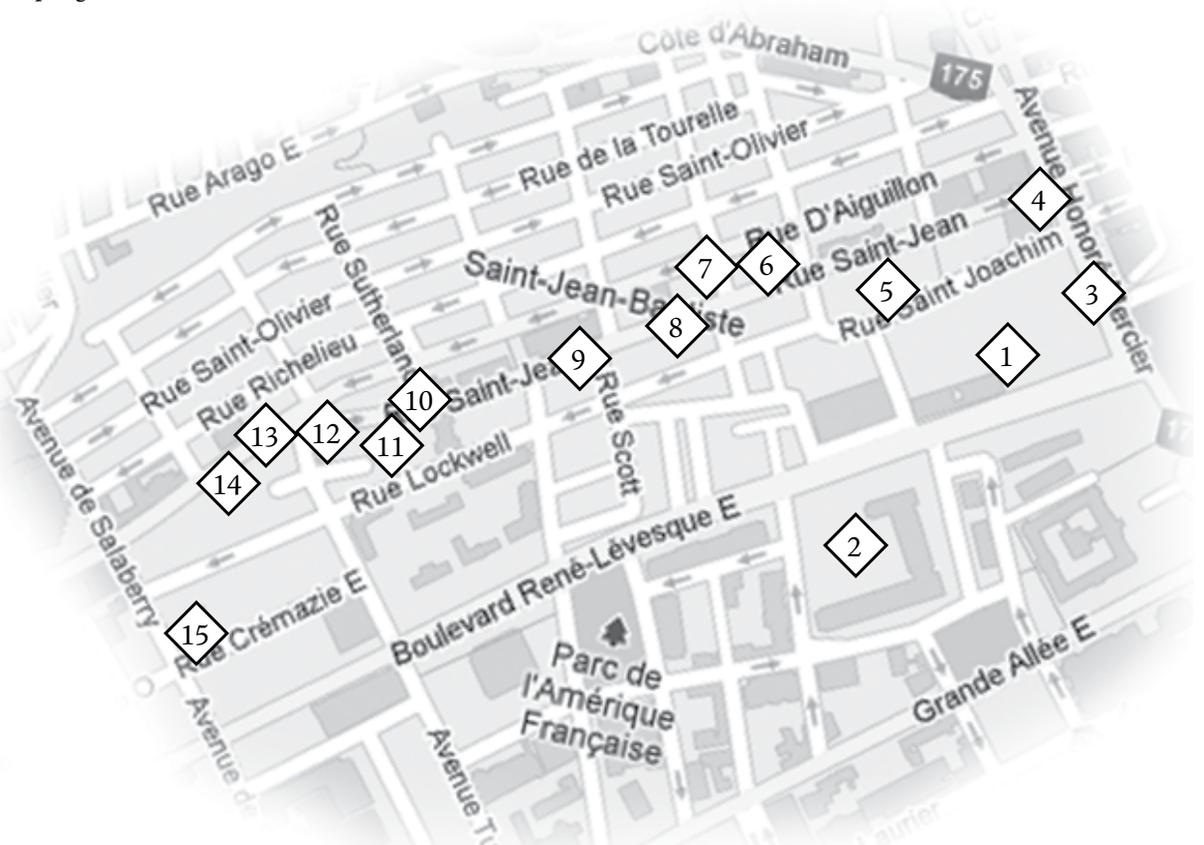
Vous pouvez vous aussi profiter de l'aubaine en entrant dans un local Wi-Fi et en activant le Wi-Fi sur votre appareil. Cela, même si vous n'avez pas de fournisseur Internet à la maison. (Personne ne va vous demander si vous êtes avec Vidéotron, Télus, Bell, etc.)

En plus de l'accès offert aux ordinateurs portables, ZAP Québec propose une application iPhone et iPod. Consultez le site www.moijezap.org.



Voici la liste des commerces et des institutions du quartier Saint-Jean-Baptiste qui étaient membres du réseau ZAP Québec, le 10 novembre 2011.

- 1 - Centre des Congrès, la Promenade Desjardins
- 2 - Observatoire de la Capitale, édifice Marie-Guyart (complexe G)
- 3 - Bistro L'Accent, 810, avenue Honoré-Mercier
- 4 - Brûlerie Saint-Jean, 881, rue Saint-Jean
- 5 - Bibliothèque Saint-Jean-Baptiste et parc St. Matthew
- 6 - Le Crac aliments sains, 690, rue Saint-Jean
- 7 - Pub Nelligan's, 789, Côte Sainte-Geneviève
- 8 - Le Fou-Bar, 525, rue Saint-Jean
- 9 - Bar Le Sacrilège, 447, rue Saint-Jean
- 10 - Au Bonnet d'âne, 298, rue Saint-Jean
- 11 - Bar Le Bateau de nuit, 275, rue Saint-Jean
- 12 - Restaurant Noosphère, 203, rue Saint-Jean
- 13 - Jumbo-Jumbo, 165, rue Saint-Jean
- 14 - Chez Victor, 145, rue Saint-Jean
- 15 - Le Périscope (théâtre), 2, rue Crémazie Est



Météo : Logement social

Nuageux avec risques d'orages

Le Comité populaire lance une pétition pour préserver les logements sociaux que nous avons gagnés depuis 30 ans dans le faubourg.

Une menace grave plane sur le quartier : la perte, à moyen terme, de centaines d'unités de logements abordables. Si cela devait arriver, cela changerait la face de Saint-Jean-Baptiste et aurait un effet d'embourgeoisement radical. C'est pour cela que le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste s'associe au Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) et à ses groupes membres pour mener une campagne visant à préserver les logements sociaux existants.

En effet, 85 % des logements sociaux du Québec ont été en partie financés par le gouvernement fédéral via la Société canadienne

d'hypothèques et de logement (SCHL). À l'époque, les sommes allouées, notamment pour subventionner les logements des ménages à faible revenu, l'ont été pour une période déterminée (en général la durée de l'hypothèque). Or, nous sommes entrés dans la période où les conventions signées avec le fédéral arrivent à échéance. Dans les régions où les premières coopératives ont perdu leurs subventions du fédéral, cela s'est traduit par des hausses de loyer allant de 200 \$ à 300 \$ par mois pour les ménages à faible revenu.

Dans l'immédiat, l'urgence est d'informer et de sensibiliser nos voisins, les autres locataires de logements sociaux et nos alliés du quartier. Une pétition commence à circuler. Le mouvement pour le droit au logement a l'ambition de récolter au moins 25 000 signatures dans la province d'ici au printemps. Faites votre

part en la faisant signer autour de vous. On peut télécharger la pétition sur le site www.frapru.qc.ca ou en obtenir une copie papier au local du Comité populaire.

Joignez-vous au mouvement!

Si vous vivez dans une coopérative financée par la SCHL, nous vous invitons fortement à nous contacter pour rejoindre la campagne (418-522-0454). La convention de votre coop n'arrive peut-être pas à échéance demain matin, mais c'est maintenant qu'il faut se mobiliser afin d'éviter de créer un précédent.

Le BAIL demande un registre des loyers

Le ministre Sam Hamad a reçu la visite du Bureau d'animation information logement (BAIL) le 29 novembre dernier. S'inspirant de l'actualité politique, les militants et militantes ont ironiquement collé des enveloppes brunes sur les bureaux des personnes députées en scandant « Pour vous sortir de la brume, est-ce qu'il vous faut des enveloppes brunes? » L'action du BAIL était coordonnée avec le Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ), qui a mobilisé plus de 200 locataires dans différentes villes de la province pour aller visiter des députés libéraux.

Hausses de loyers : des prix hors de contrôle

« Les locataires se font avoir », a affirmé Nicole Dionne, du Bureau d'animation et information logement du Québec métropolitain. Selon elle, les propriétaires profitent du départ des locataires pour augmenter le prix, de 50 \$, 100 \$, 150 \$, voire plus, de leurs logements. Hausser les loyers lors de la relocation a un impact majeur sur le prix des logements, explique Madame Dionne, car plus de 70 % des locataires déménagent après une période de six ans. À Québec, le loyer moyen (2 chambres à coucher) a augmenté de 34 % dans la dernière décennie.

Pour contrôler la dérive des loyers, le RCLALQ exige un registre des loyers. Ce registre, version moderne, serait facile à mettre en place. Il suffirait, selon le RCLALQ, d'extraire du rapport d'impôts des propriétaires les données sur le loyer pour en constituer un registre. Madame Emond confirme que c'est une solution simple, efficace et peu coûteuse. D'ailleurs, le RCLALQ est toujours en attente d'une étude sur les coûts d'implantation d'un tel registre, étude demandée depuis l'automne 2010 par le ministre responsable de l'habitation, Monsieur Laurent Lessard. Cette demande a même été réitérée en septembre 2011 par la Commission de l'aménagement du territoire.



Photo : courtoisie BAIL

Paniers de produits locaux, saison d'hiver

Coopérative
La Mauve



regroupement de fermes d'élevages, de maraîchers
et d'entreprises de transformation

Livraisons aux deux semaines en Haute-ville,
Limoilou, Ste-Foy, Lévis et St-Vallier

Inscription en ligne: www.lamauve.com

418-884-2888



Le FRAPRU frappe encore

Plusieurs ministres du gouvernement Charest sont la cible d'actions



À Québec, des membres du FRAPRU ont occupé les bureaux de comté du ministre de la Santé et des Services sociaux, Yves Bolduc. Photo : Étienne Grandmont.

Plusieurs ministres du gouvernement Charest ont été la cible d'occupations de bureaux et d'autres actions dérangeantes de la part de membres du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), le 21 novembre dernier.

Des occupations ont eu lieu au bureau du ministre des Finances, Raymond Bachand, à Montréal, ainsi qu'aux bureaux de comté du ministre de la Santé et des Services sociaux, Yves Bolduc, à Québec. Une demi-douzaine d'autres ministres ont également reçu la visite, souvent bruyante et dérangeante, de groupes membres du FRAPRU.

L'organisme voulait faire pression sur le gouvernement Charest, dès le début des consultations en vue de son budget, pour qu'il augmente substantiellement ses investissements en logement social. Il réclame le financement de 50 000

logements sociaux en cinq ans, alors que le dernier budget Bachand n'en prévoyait que 2 000 pour l'année en cours.

Le FRAPRU précise que 261 000 ménages locataires ont des besoins impérieux de logement parce qu'ils paient un pourcentage trop élevé de leurs revenus en loyer ou parce qu'ils habitent dans des logements de mauvaise qualité ou surpeuplés.

Le FRAPRU veut obtenir une rencontre avec Raymond Bachand. Le lundi 28 novembre, il avait un rendez-vous avec son adjoint parlementaire, Emmanuel Dubourg, pour lui faire part de ses demandes, mais il pense que la gravité et l'urgence des problèmes de logement justifient amplement une réunion avec le ministre des Finances lui-même, ne serait-ce que pour entendre, de sa bouche, ses intentions dans le domaine du logement social.

Allocation-logement Le gouvernement risque de rater la cible... encore une fois !

Même s'il se réjouit que l'âge d'accès au programme québécois d'allocation-logement ait été abaissé pour la première fois en 14 ans, le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) doute que cette mesure profite à tous les ménages qui y auraient pourtant droit. Le FRAPRU estime que cette aide financière, pouvant atteindre 80 \$ par mois, est si peu publicisée que plusieurs milliers de ménages locataires et propriétaires à faible revenu ne s'en prévalent déjà pas parce qu'ils en ignorent l'existence. Selon l'organisme, c'est une des raisons pour laquelle le nombre de bénéficiaires de l'allocation-logement a baissé de 32 % depuis le début du programme en 1997, passant de 155 414 à 106 444 en 2009-2010.

Le coordonnateur du FRAPRU, François Saillant, se demande « si la méconnaissance du programme d'allocation-logement ne fait pas l'affaire du gouvernement québécois qui réalise des économies substantielles sur le dos des plus mal pris, comme le gouvernement fédéral le fait avec le Supplément de revenu garanti ». Il précise que le budget annuel du programme d'allocation-logement est inférieur de 31 millions \$ à ce qu'il était au début du programme.

Le FRAPRU tient donc à informer les ménages à faible revenu que toute personne seule de 54 ans ou plus peut désormais être éligible à une aide financière au logement si son revenu est égal ou inférieur à 16 480 \$. Un couple sans enfant peut aussi recevoir une allocation si un ou une de ses membres a au moins 54 ans et que son revenu ne dépasse pas 22 817 \$. Dans les deux cas, l'âge d'accès sera graduellement abaissé jusqu'à 50 ans au cours des quatre prochaines années. Aucune limite d'âge n'est appliquée dans le cas des familles avec enfants. Leur revenu ne doit toutefois pas être supérieur à 22 817 \$.

L'organisme en profite pour réclamer une réforme en profondeur de l'allocation-logement, en la rendant admissible à l'ensemble des personnes seules et des couples sans enfant, peu importe leur âge, ainsi qu'en en indexant les principaux paramètres au coût actuel de la vie.

On peut obtenir plus d'information sur le programme Allocation-logement en contactant la Société d'habitation du Québec au 1 800 463-4315 (sans frais)

VOUS PRÉVOYEZ UNE DÉGUSTATION BIÈRES - FROMAGES - CHARCUTERIES?

Alors pensez ÉPICERIE J.A. MOISAN et à son cru LA MOISAN

MOISAN vous propose SA BIÈRE, une Ale de caractère qui se déguste et s'apprécie avec fromage et charcuterie. De fabrication artisanale, brassée par La Barberie, sa robe cuivrée vous invite à découvrir des arômes d'agrumes et d'épices accompagnés d'une agréable amertume. Notre BIÈRE saura rejoindre les amateurs de grandes saveurs.

On la retrouve uniquement à l'épicerie J.A. MOISAN

699, rue Saint-Jean, Québec, 522-0685

LA MOISAN! Parles Moï's en

Libérer la parole

Vendredi, 18 novembre, Cégep de Limoilou, campus de Charlesbourg. La scène est plutôt rare : un peu plus d'une centaine de personnes de tous les âges sont réunies pour entendre parler des menaces qui pèsent sur le service public d'éducation. C'est l'assemblée d'ouverture des États généraux des mouvements sociaux des régions de Québec et Chaudière-Appalaches, qui se sont tenus sur deux jours.

La Coalition régionale opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, qui a pris l'initiative d'organiser l'évènement, voulait un projet collectif mobilisateur qui permette de rompre l'isolement relatif des différents mouvements et qui offre un contrepoids à l'unification de la droite. Avec une centaine de délégués provenant d'une trentaine de syndicats, de groupes populaires, d'associations étudiantes et de groupes de femmes, on peut dire « mission accomplie ».

La rencontre a permis de constater que la forte présence de la droite, notamment dans les radios poubelles, traumatise et paralyse (un peu) les mouvements sociaux. On pourrait parfois croire que les militants de la région sont timorés et très modérés. Or, il n'en est rien. Face à l'adversité, les gens ont simplement développé une mentalité d'assiégés et n'osent plus déployer leur audace et leur créativité.

Les États généraux ont permis, l'espace d'une fin de semaine, de créer un climat respectueux et sécuritaire. Les langues se sont déliées et la parole a été libérée. On a pu constater que des gens qui ne se connaissaient pas et qui, parfois, ne se faisaient pas confiance *a priori*, avaient finalement des valeurs et des préoccupations très proches. S'il fallait résumer en une phrase

«Il faut s'inspirer de la révolution tranquille, en mettant un peu moins l'accent sur le mot tranquille et un peu plus sur le mot révolution» - Anne Gingras, présidente du Conseil central de la CSN



Photo : Nicolas Lefebvre-Legault

la volonté commune qui ressort de l'exercice, ce serait sûrement l'urgence de défendre, au nom de la justice sociale, des services publics accessibles, universels et gratuits.

L'autre grand constat qui ressort des États généraux est que les militantes et les militants ont encore envie de se battre. La

solution à nos problèmes ne viendra pas d'un sauveur, mais de nous-mêmes : de notre capacité à nous organiser pour faire barrage à la droite et aux nantis et de notre capacité à « faire mouvement ». Lors de la séance de clôture, les délégués se sont donné le mandat de retourner à la base et de continuer le dialogue pour recréer une culture de mobilisation à Québec.

Le Chocolat Chaud
selon Erico

10 recettes uniques et savoureuses !

Erico
CHOCO-MUSÉE

418 524-2122
634, rue Saint-Jean
Au cœur du Faubourg Saint-Jean

www.chocomusee.com

Le faubourg, une histoire populaire

Un rallye pédestre,
du XIX^e au XXI^e siècle,
au cœur du quartier
Saint-Jean-Baptiste...

Articles,
photos,
MP3

www.unehistoirepopulaire.net